

**EVALUATION A MI-PARCOURS
DU PROCAPE**

Document provisoire

Réalisée par

HADIO MOUNKAILA

TABLE DES MATIERES

Liste des sigles

Introduction.....	.....
I - Objet et méthodologie.....	.....
II - Présentation du programme.....	.....
2 . 1 - Opportunité du programme.....	.....
2 . 2 - Objectifs du programme.....	.....
2 . 3 - Axes d'intervention du programme.....	.....
2.3.1 - Volet analyse-information .....	.....
2.3.1.1 - Recherche.....	.....
2.3.1.2 - Information-capitalisation-diffusion.....	.....
2.3.2 - Volet communication .....	.....
2.3.3 - Volet formation .....	.....
2 . 4 - Stratégie d'intervention .....	.....
2.5 - Ressources .....	.....
2 . 6 - Suivi du programme .....	.....
III - Analyse diagnostique du programme .....	.....
3 . 1 - Remarques sur l'exécution .....	.....
3 . 2 - Le volet analyse-information .....	.....
3. 2.1 - La recherche.....	.....
3.2.1.1 - Les études .....	.....
3.2.1.2 - Les ateliers .....	.....
3.2.1.3 - La table ronde.....	.....
3.2.2 - La capitalisation-diffusion de l'information .....	.....
3.3 - Le volet communication .....	.....
3.3.1 - La participation à des manifestations et rencontres .....	.....
3.3.2 - La production de supports de communication .....	.....
3.3.2.1 - Le site Internet .....	.....

3.3.2.2 - Le film	
3.3.2.3 - Le bulletin d'information	
3.3.2.4 - La plaquette	
3.4 - Le volet formation	
IV - Analyse critique du programme	
4.1 - De la conception du programme	
4.1.1. - Pertinence des objectifs	
4. 1.2 - Adéquation objectifs/activités	
4.1.3 - Rapport activités prévues /activités réalisées	
4.2 - Des ressources humaines	
4. 3 - Du partenariat	
4. 4 - De l'impact	
4.5 - Des points faibles	
4.6- Des points forts	
V - Conclusion et recommandations	
Annexes	
Annexe 1 - Programme de mission	
Annexe 2 - Documents consultés	
Annexe 3 - Questionnaires adressés aux partenaires	
Annexe 4 - Liste des personnes interviewées	

LISTE DES SIGLES

ADSEA: Association départementale pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence

ARPEJ: Association de Réinsertion, Prévention, Education des Jeunes

CADE: Coordination pour l'Afrique de demain

CCFD: Comité catholique français pour le développement

CIDEF: Centre international de l'enfance et de la famille ,

CIDEP: Centre d'information Développement, Environnement et Pauvreté

EASEMO: Equipe d'action socio-éducative en milieu ouvert

EJT : enfants et jeunes travailleurs

ERM: Enfants Réfugiés du Monde

FAC: Fonds d'action concertée

JVA: Jeunesse Vie Associative

MARJUVIA: Marginalisation des jeunes des villes africaines

MNNATSOP: Movimiento National Ninos y Ninas Trabajadores Organizados del Pérou

NATS : Enfants et adolescents travailleurs

OCDE: Organisation de coopération et de développement économique

ONG: Organisation non gouvernementale

PROCAPE: Programme de communication et d'appui aux enfants en situation difficile en milieu urbain

RITIMO : Réseau français d'information sur le tiers-monde

INTRODUCTION

L'urbanisation des pays du Sud a accentué le processus de paupérisation des populations les plus pauvres et de plus en plus fragilisées du point de vue économique et social.

En Afrique, en Asie et en Amérique latine particulièrement, plus de la moitié de la population est constituée de jeunes de moins de 25 ans. Les pouvoirs publics, du fait des contraintes budgétaires, sont souvent amenés à "négliger" le secteur social (éducation, formation), qui constitue pourtant le secteur prioritaire pour les jeunes. D'où l'apparition et le développement des situations de marginalisation et d'exclusion qui touchent les couches les plus vulnérables, en l'occurrence les enfants dits de "la rue" ou en situation difficile.

Par enfants en situation difficile, on désigne l'ensemble des enfants en rupture familiale, scolaire ou sociale, des handicapés, etc.. qui utilisent la rue comme terrain de prédilection à leur survie et leur socialisation. Ces enfants, souvent livrés à eux-mêmes, sont issus essentiellement des campagnes, des périphéries urbaines, des familles disloquées, des communautés religieuses (élèves coraniques ou talibés). Ils vivent de petits métiers comme, entre autres, le nettoyage, le cirage, le port de bagages, la vente à la criée de produits de première nécessité.

Le caractère informel de leurs activités fait qu'ils sont discriminés par la loi qui les assimile à des délinquants ou des infractaires aux dispositions sur toutes formes de délits (vagabondage, colportage, mendicité, etc.).

Bien que constituant un capital économique pour leurs familles, voire même leur communauté, ces enfants "travailleurs" bénéficient très peu de services de base (éducation, formation professionnelle, santé) adaptés à leur spécificité. C'est pourquoi, depuis des années, de nombreuses associations et ONG internationales se sont engagées à soutenir ces enfants en vue d'améliorer leur quotidien.

L'ONG internationale Enda Tiers-Monde participe à ce combat depuis plus de 25 ans. Sa délégation en Europe, en partenariat avec l'ONG Enda Jeunesse Action (Dakar), a initié un programme de communication et d'appui aux enfants en situation difficile en milieu urbain, dénommé PROCAPE.

Le PROCAPE vise, à travers des actions de sensibilisation et d'éducation de l'opinion européenne, à promouvoir et à valoriser une image plus réaliste des enfants en circonstances difficiles au Sud en vue d'une mobilisation des populations sur cette thématique.

La présente étude a pour objet de faire l'évaluation des actions mises en place depuis deux ans dans le cadre de ce programme.

I - OBJET ET METHODOLOGIE DE L'EVALUATION

L'objet de l'évaluation à mi-parcours du PROCAPE est de:

- faire le bilan-diagnostic des actions menées depuis deux ans et en dégager les points forts et les points faibles ainsi que les perspectives d'avenir;
- vérifier la pertinence des objectifs, des activités et des approches d'intervention;
- mesurer l'impact de ces actions sur les attitudes et pratiques des partenaires du Nord en ce qui concerne la vision des enfants en situation difficile;
- analyser le degré d'implication des partenaires du Sud dans le programme;
- identifier les facteurs qui pourraient avoir un impact sur l'amélioration de la situation de l'enfant;
- formuler des recommandations allant dans le sens du renforcement de la capacité d'intervention du projet.

L'évaluation a été réalisée selon l'approche participative, basée sur la collaboration des acteurs impliqués dans le programme. Outre les responsables de Enda-Délégation Europe, des animateurs, éducateurs sociaux et responsables de collectivités, d'associations et d'ONG du Sud comme du Nord, y ont largement contribué.

La méthodologie utilisée dans le cadre de cette évaluation repose sur :

- une phase de recherche documentaire réalisée à la délégation de Enda portant sur la revue de documents tels que le document initial du programme, les rapports d'activités annuels, les rapports des ateliers, des études, etc...(Annexe 2)
- une phase d'investigation et de recueil d'informations en direction des partenaires du Nord et du Sud qui a nécessité deux types d'entretiens: des interviews avec les responsables du projet à la délégation Enda et le recueil d'informations par le biais de guides d'entretiens administrés aux responsables des équipes Enda du Sud et des partenaires du Nord; les questions ont porté généralement sur le degré de connaissance du programme, la perception des partenaires sur les actions menées, la pertinence des objectifs et des actions, les points forts et les faiblesses du programme, les attentes et perspectives des intervenants, etc.. (Annexe 3).
- un phase d'exploitation et d'analyse des données en vue de la rédaction de rapports de mission.

II - PRESENTATION DU PROGRAMME

2.1 - Opportunité du programme

Les médias européens présentent un tableau relativement sinistre des enfants du Sud, représenté généralement par des images misérabilistes d'enfants travaillant dans des conditions déplorables, d'enfants prostitués, d'enfants drogués, d'enfants guerriers, d'enfants errant dans les rues, etc... Ces images ont fait naître une prise de conscience chez les gouvernements du Nord et les organisations oeuvrant en faveur des enfants et des jeunes en situation difficile.

La question de l'enfance en situation difficile se pose non seulement en terme de travail des enfants mais également de situations vécues par d'autres enfants, notamment ceux issus de familles éclatées, les déscolarisés, les handicapés, les jeunes ruraux en quête de travail dans les centres urbains, les enfants en manque d'affection, etc. Tous vivent des réalités plus ou moins similaires, caractérisées, entres autres, par de mauvaises conditions de travail et de vie, un état sanitaire et moral précaire et un faible niveau d'instruction. Autant de facteurs qui contraignent leur épanouissement.

Le combat que mène Enda Tiers-Monde est de participer à la "bataille des idées" en vue de donner une image plus proche des enfants et des jeunes en situation difficile en milieu urbain auprès de l'opinion européenne à travers le PROCAPE. Consciente de la souffrance de ceux-ci, l'ONG essaie, d'une part, de valoriser et de promouvoir leurs initiatives et leurs compétences et, d'autre part, de soutenir les organisations de jeunesse qui oeuvrent pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

Etant entendu qu'il est difficile de parler d'enfance en difficulté au Sud sans s'interroger sur l'enfance en Europe, le programme s'est posé, dès au départ, ce double questionnement pour engager une réflexion impliquant les intervenants du Nord comme du Sud qui opèrent auprès des enfants et des jeunes pour une meilleure connaissance des uns et des autres et pour un échange d'expériences profitables à tous.

2.2 - Objectifs du programme

Le PROCAPE est mis en place en 1997 pour trois ans. Il est financé dans le cadre du Fonds d'action concertée (FAC) "Enfants de la rue" par le Ministère de la Coopération, aujourd'hui Ministère des Affaires étrangères et la Commission des Communautés Européennes.

Le programme vise à promouvoir une autre image de l'enfance au Sud, longtemps médiatisée et stéréotypée par des clichés négatifs comme la violence en Amérique latine, la famine et les guerres en Afrique et le tourisme sexuel en Asie.

Cette vision misérabiliste et simpliste des choses induit plus un mythe de perte culturelle et sociale fabriquée par le Nord qu'elle ne reflète la réalité des faits dans les villes du Sud. C'est dans cette optique que le programme se donne pour principaux objectifs de:

- servir d'interface et de cadre d'échanges entre les actions menées en direction des enfants en difficulté au Sud, principalement par des ONG du Sud mais également celles du Nord, le public et les professionnels européens;
- informer, sensibiliser et "éduquer" les populations du Nord sur les problèmes, les initiatives et les potentiels des enfants du Sud au moyen d'outils de communication (multimédias, ateliers, journées d'animation, rencontres entre jeunes, production et diffusion de documents, édition de bulletins d'information, etc..) en vue de valoriser l'image de l'enfant au Sud: il s'agit, en fait, de favoriser une meilleure connaissance des situations d'enfants et jeunes en difficulté au Nord et au Sud;
- élaborer des réponses à apporter afin de favoriser le développement et la pertinence d'actions en direction des enfants et de leurs communautés;
- soutenir, par des actions d'information et de formation, les ONG, associations ou tout public intéressé par la question de l'enfance, qui souhaitent s'investir auprès des enfants et jeunes du Sud.

2.3 - Axes d'intervention du projet

Pour atteindre ces objectifs, des axes d'intervention ont été élaborés dans le cadre d'un document initial pour servir de base de référence à la mise en oeuvre du programme. Le présent chapitre décrit ces actions telles qu'elles ont été prévues dans le document soumis aux bailleurs de fonds en 1996.

Les prévisions des activités sont articulées, au départ, autour de trois volets interdépendants qui sont l'analyse-information, la communication et la formation. La durée du programme étant de trois ans, il est prévu que chaque année constitue un moment privilégié pour mener l'un ou l'autre des volets, à savoir:

- l'analyse-information et la communication pour la première année,
- la communication et la formation pour la seconde année,
- la formation et l'évaluation-perspectives pour la troisième année.

2.3.1 - Volet Analyse-information

La connaissance de la problématique de l'enfance en situation difficile exige une analyse de la thématique sur la question afin d'informer et d'éduquer l'opinion publique sur les pratiques et les expériences menées au Sud comme au Nord.

Le volet analyse-information répond à cette optique. Il s'adresse aux responsables du secteur enfance des collectivités locales, aux organismes publics (institutionnels et associatifs) du Nord, à la presse et à tout public intéressé par la question.

Il est prévu que l'analyse-information soit assortie d'une phase préalable de recherche, basée sur une action d'éducation au développement. Ensuite, les résultats de cette recherche vont être exploités et diffusés auprès d'un large public, notamment des étudiants, des chercheurs, des volontaires, des membres d'organisations et des décideurs politiques.

2.3.1.1 - Recherche

La phase de recherche a pour objectif de connaître et d'appréhender les perceptions et l'image de l'enfant en difficulté véhiculée au Nord afin de dégager les projections que ces perceptions entraînent dans les actions du Sud. Elle permet également de montrer la diversité et la complexité des situations pour une meilleure vulgarisation des informations et des expériences. Elle se réalise à travers :

- une recherche bibliographique sur des ouvrages traitant du thème de l'enfance en difficulté en Europe et dans le Tiers-monde (en mettant l'accent sur les aspects liés à la famille, à la législation, à l'éducation, au travail et aux espaces politiques des enfants); il est prévu que cette recherche fasse l'objet d'un rapport qui servira de référence aux autres actions;

- une recherche de terrain basée sur :

- * une enquête qualitative par des entretiens individuels avec les interlocuteurs d'Europe (ONG, collectivités territoriales, bailleurs de fonds, presse, médias); la méthode recherche est définie avec le groupe de travail;

- * une enquête participative, assortie d'un atelier-réflexion d'une journée autour d'institutions, de personnes ressources et de public intéressée par la question pour affiner le processus de questionnement des interlocuteurs,

- * une étude de la presse à travers les grands quotidiens français, espagnols et belges ou à partir d'interviews de journalistes traitant régulièrement le thème de

l'enfance en difficulté pour recueillir des renseignements quant aux choix, aux sources et au traitement de l'information.

Au cours de cette phase de recherche de terrain, il est préconisé, d'une part, de procéder à la définition des thèmes de recherche avec les responsables des points focaux du Sud, des professionnels de l'enfance, de l'éducation et du développement en Europe et d'autre part, de mettre en place un groupe de travail de 4 à 5 membres appelé à superviser cette action.

Une analyse des résultats des enquêtes est prévue pour être menée par le coordinateur du programme, appuyé par le groupe de travail et une personne ressource; celle de la presse par le stagiaire. Ces analyses seront transmises à deux experts du Sud (Amérique latine et Afrique) pour interprétation des résultats au regard de leurs propres cultures, expériences et actions de terrain.

Un document final doit être élaboré pour compiler tous les produits de la recherche. Il sera traduit en espagnol, publié et diffusé auprès d'un public ciblé puis à un public plus large.

A la fin de la phase de recherche, il est prévu la tenue d'une table ronde à Paris autour des représentants des organisations publiques, des ONG, de la presse et des collectivités locales pour réfléchir sur les résultats des actions menées en vue de centraliser les réflexions et de dégager des perspectives d'actions communes. La synthèse des débats et des résolutions adoptées seront consignées dans un document final.

Enfin, une évaluation à mi-parcours avec le groupe de travail et les experts du Sud est envisagée à la fin de la deuxième année pour faire le bilan des activités menées, repérer les dérives et tirer les premiers enseignements pouvant aider à corriger et/ou réorienter la recherche.

2.3.1.2 - Information-capitalisation-diffusion

Des ateliers thématiques semestriels seront menés durant les 3 ans du programme autour d'une vingtaine de spécialistes de l'enfance et du développement (du Nord et du Sud). Le but de ces réunions est d'éclairer un aspect de la problématique, de dégager l'universalité ou la spécificité de certains thèmes sur l'enfance. Les débats seront exploités et synthétisés dans un document qui sera publié et largement diffusé.

Les différents documents produits, achetés et consultés seront intégrés au fonds documentaire du Centre d'information Développement, Environnement et Pauvreté (CIDEP), cellule documentaire de Enda Tiers-monde Europe. Ils seront indexés sur une base de données par le biais du RITIMO (réseau français de centres de documentation spécialisés sur le tiers-monde) dont Enda Tiers-Monde est membre associé.

Au cours de la deuxième année du programme, un répertoire européen (anglais, français) des ONG travaillant au Sud auprès des enfants de la rue est prévu en collaboration avec le centre de documentation de l'OCDE.

De même que six fascicules de capitalisation d'expériences et de réflexion méthodologique technique (deux par an et un par continent) afin de favoriser l'émergence des paroles d'acteurs au Nord et au Sud.

2.3.2 - Volet Communication

Partant du constat qu'il y a absence, carence ou mauvaise information du public européen sur la situation des enfants du Sud, ce volet s'est donné pour objectif d'une part, de sensibiliser ce public pour une meilleure vision et une information plus objective des enfants du Sud et d'autre part, de favoriser la réalisation de projets de partenariat entre collectivités locales et associations du Nord et du Sud, avec, pour corollaire, la participation des populations, principal gage de viabilité du partenariat.

A cet effet, il est prévu, durant la première année du programme, de mener, dans le cadre de l'enquête participative, une campagne de communication avec des collectivités locales ou acteurs associatifs du Nord intéressés par le problème de l'enfance en difficulté, à partir d'outils tels que théâtre, film, ateliers, débats, musiques, ateliers d'expression, etc..

Un agenda de manifestations de sensibilisation et de communication sur le thème de l'enfance en difficulté en milieu urbain est également prévu en direction des collectivités locales et territoriales, des structures d'accueil de différents publics (lycée, maisons de jeunes, associations de quartiers), des éducateurs, des assistants sociaux, des écoles de formation de travailleurs sociaux, etc.. Le contenu de ces manifestations est déterminé conjointement avec les partenaires du Sud et les promoteurs locaux. Il est prévu environ 6 interventions réparties entre le 4ème trimestre de 1997 et le 4ème trimestre de 1998.

2. 3. 3 - Volet Formation

Le développement de la problématique de l'enfance en situation difficile en milieu urbain conduit un nombre de plus en plus croissant de collectivités locales, d'ONG et d'autres organismes de solidarité internationale à s'investir dans le domaine du soutien aux enfants. Des opérateurs de ces structures sont généralement demandeurs d'une préparation au départ sur la thématique. L'objectif de ce volet est justement d'assurer cette formation spécifique aux intéressés afin de leur fournir des éléments d'une approche Sud du développement pour l'accomplissement de leur mission dans les pays du Sud.

Le programme envisage la tenue de quatre sessions (de 5 jours chacune) de sensibilisation-formation à partir de la deuxième année. Le contenu de la formation sera élaboré par des professionnels du Sud (Africains et Sud Américains) en vue d'apporter une vision et des réflexions sur cette problématique et aussi d'amener les participants à entrer dans un processus de recherche-action-formation.

2.4 - Stratégie d'intervention

Dans la mise en oeuvre des actions, la stratégie adoptée par les responsables du PROCAPE a consisté, dans un premier temps, à créer les conditions d'un partenariat au Sud et au Nord. A cet effet, ils se sont appuyés sur les partenaires traditionnels de Enda-Tiers-monde travaillant déjà sur la thématique des enfants en difficulté, en l'occurrence Enda Belgique au Nord et au Sud, Enda Jeunesse Action de Dakar pour l'Afrique, le MNATSOP pour l'Amérique latine et Butterflies pour l'Asie. L'objectif étant de profiter de la synergie qui existe au niveau de ces partenaires pour tisser la trame de sa coopération.

De façon générale, les relations se sont développées selon le système de vases communicants, c'est-à-dire, à partir du partenariat de ces structures qui constituent des points focaux, le PROCAPE a élargi la gamme de ses relations par le biais de diverses activités notamment les ateliers de réflexion, les rencontres, la production/diffusion d'outils d'information, les études thématiques et les échanges ponctuels d'informations sur la situation des enfants en difficulté.

Mais c'est surtout Enda Jeunesse Action qui a constitué l'épine dorsale du réseau relationnel du programme. C'est une association basée à Dakar qui oeuvre depuis 1985 en Afrique de l'Ouest dans trois domaines: la formation d'animateurs-accompagnateurs de jeunes et d'enfants en difficulté, le travail d'animation (théâtres, alphabétisation, suivi, etc.) dans les quartiers avec les associations culturelles et sportives et l'action internationale. En tant que co-pilote du PROCAPE, Jeunesse Action a beaucoup contribué au développement du partenariat du programme.

Au niveau du Nord, elle est partenaire de la boutique d'écriture, Peuple et Culture, de Montpellier, avec lequel elle a organisé le premier atelier du programme. Cet atelier a permis au projet de tisser des relations avec les partenaires de cette boutique au niveau de Montpellier, en l'occurrence, le Comité catholique français pour le développement, le Centre de documentation sur le Tiers-monde, la Bibliothèque de rue de ATD Quart-monde et l'Avitarelle, un centre d'hébergement pour les sans domicile fixe.

Au Sud, avec l'équipe d'action socio-éducative en milieu ouvert (EASEMO) de Bouaké en Côte d'Ivoire qui est une structure caritative créée en 1971 pour lutter contre toute forme de marginalisation chez les enfants et les jeunes de cette ville, la Boutique d'écriture de N'Djaména qui oeuvre depuis 1995, par le biais de l'écriture et le dessin, à la resocialisation des enfants en situation difficile à N'Djaména au Tchad et l'association Man Keenen Ki au Sénégal, spécialisée dans l'insertion sociale des enfants et des jeunes de la rue dans le domaine artistique.

Grâce à ce partenariat, la boutique d'écriture de N'Djaména et l'EASEMO ont participé en juillet 1998 à une semaine d'animation à la Grappe et dans d'autres quartiers de Montpellier sous l'égide de ATD Quart-monde autour de nombreuses activités: jeux, dessins, pratiques d'écritures, soirées culturelles, formation de formateurs.

Des relations sont également créées, par le biais d'un atelier tenu à Meaux, entre Enda Sahel (Sénégal) et l'ADSEA (Association départementale pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence), un club de prévention spécialisée dans l'accompagnement individuel, collectif et de groupe des jeunes du quartier.

Une autre rencontre tenue aux Mureaux a permis à Enda Mali de travailler avec deux associations du quartier: la Traversée, un centre d'écoute et l'association ARPEJ (Association de Réinsertion, Prévention, Education des Jeunes).

En Amérique Latine, des partenariats (d'échanges d'information essentiellement) ont été tissés avec le MNNATSOP (Movimiento National Ninos y Ninas Trabajadores Organizados del Peru), un mouvement 30 associations péruviennes d'enfants et de jeunes travailleurs, Enda América latina en Colombie à Medellin et à Bogota.

Le programme travaille également avec Butterflies, Street and Working Children, une association qui conduit un programme auprès des enfants de la rue et des enfants travailleurs à New-Delhi en Inde et Enda Vietnam qui a des activités avec des associations de jeunes en Asie.

D'autres pistes de collaboration sont nées des opportunités et rencontres interpersonnelles telle que la coopération avec le Centre béninois d'appui pour le développement des initiatives (association mise en place en 1990 pour promouvoir le développement à la base au Bénin) qui participe actuellement à une étude sur la participation des enfants et des jeunes aux projets, avec le collectif espagnol Alpha et l'association italienne, Terre Nueva, partenaire de Enda Jeunesse Action, qui s'intéressent au travail des enfants.

2.5 - Ressources

Le PROCAPE est piloté par une cellule de coordination au sein de la délégation d'Enda. Cette cellule est composée principalement de trois compétences (sur les 6 que compte la délégation Enda):

- une coordinatrice du programme qui est éducatrice spécialisée de formation, avec une longue expérience dans les actions de soutien aux personnes en difficulté (elle a travaillé à l'ERM, Enfants Réfugiés du Monde et au Brésil pendant deux ans pour mettre en place une crèche communautaire). Dans le cadre du PROCAPE, elle travaille 3 jours sur 5, avec pour mission la coordination de toutes les activités du programme, la collaboration avec les partenaires, le recrutement des assistants et stagiaires, la production de rapports d'activités et de comptes-rendus budgétaires;

- une chargée de projet, spécialisée en relations internationales, avec une expérience dans les domaines de l'environnement urbain et de l'enfance en difficulté. Engagée à mi-temps à la première année, elle travaille actuellement à plein temps, avec pour mission de suivre la mise en oeuvre des activités et particulièrement les activités

écrites (rédaction de rapports, de documents de synthèse, etc..) et celles liées à la recherche;

- un assistant-documentaliste qui se charge, à tiers temps, de la documentation et de la gestion du site Internet.

La cellule de coordination sert de relais aux partenaires du Sud (en Afrique, en Asie et en Amérique latine) comme du Nord impliqués dans le programme. Elle a désigné un expert-relais (membre de Enda Jeunesse Action) à Dakar pour coordonner les actions des autres partenaires au niveau du continent.

Par ailleurs, elle a instauré, dès au départ, un cadre formel de concertation et d'information avec tous les intervenants: le comité de suivi par des réunions périodiques, les équipes de terrain par des rencontres, des ateliers, des contacts téléphoniques, des correspondances (e.mail surtout) et la participation des animateurs Sud à la production de documents comme les rapports, les bulletins d'information.

Elle dispose de moyens logistiques dont le matériel informatique, le mobilier et fournitures, le matériel audiovisuel (vidéo, radio, magnétophones), le réseau Internet et un budget de fonctionnement pour la durée du projet. Ces moyens lui permettent d'apporter un appui financier aux points focaux du Sud (Enda Jeunesse Action, Butterflies et le MNATSOP) afin de leur permettre de participer aux activités d'échanges, de réflexion et d'information.

2.6 - Suivi du programme

Le rôle de suivi du programme est dévolu à un comité, qui a remplacé l'ancien comité d'orientation et de suivi du programme Fac "Enfants de la rue" dont il a hérité des mêmes membres (quasiment), issus des réseaux suivants:

- associatif: Centre international de l'enfance et de la famille (CIDEF), Comité catholique français pour le développement (CCFD), La Voix de l'Enfant, le collectif Solidarité laïque et Secours catholique/Caritas France;

- institutionnel: la Délégation interministérielle à la ville, le Ministère de la Coopération, aujourd'hui Ministère des Affaires Étrangères et l'assemblée des Présidents de Conseils généraux;

- universitaire: le Collège coopératif de Paris et le Département sciences de l'Université de Paris V Nanterre.

Le comité de suivi a pour mission de suivre et d'enrichir le programme par des contacts, des documents, des conseils en vue d'éviter des dérapages dans l'exécution du projet. Il intervient de ce fait pour valider les activités du programme au cours de ses réunions prévues en principe tous les six mois. A ce titre, il s'est réuni quatre fois

(23 mars et 9 septembre 1997, 3 juillet et 19 novembre 1998) pour faire le point sur le déroulement des activités.

La première réunion a été l'occasion pour les participants de discuter sur la notion d'enfance en difficulté, le travail des enfants, leur statut par rapport aux adultes, le rôle du comité de suivi et l'autonomie du projet par rapport à Enda. Les points et axes de travail des autres rencontres ont porté généralement sur l'examen des rapports d'activités, l'avancement des activités, les perspectives, etc.

Il convient de noter que les représentants de l'assemblée des Présidents de Conseils généraux et le département sciences de l'Université de Paris V Nanterre n'ont jamais participé aux travaux du comité. Bien qu'intéressés par le thème de l'enfance en difficulté, ils ont exprimé leur impossibilité de collaborer avec le comité en raison du volume de leurs activités. Il en est de même pour la délégation interministérielle à la ville, qui n'a participé qu'à une seule réunion du comité.

Certains membres ont été largement impliqués dans les actions du programme comme le Secours catholique pour la table ronde et le Collège coopératif dans les travaux préparatoires de la formation.

Au niveau de la cellule de coordination, des missions ponctuelles sont effectuées par les compétences pour coordonner les activités avec l'équipe jeunesse Action de terrain (deux missions au Sénégal et une au Pérou par la responsable du programme et une mission à Bamako et deux à Dakar de l'assistante de la coordinatrice dont une pour se rendre compte de l'avancement des études sur l'environnement).

L'exécution et le suivi des activités sont sanctionnés par un système de rapportage périodique reposant sur:

- des rapports annuels d'activités (narratifs), il n'existe pas de rapports financiers proprement dits en dehors des comptes-rendus des dépenses engagés dans les rapports d'activités,
- des rapports des différentes études et missions relatives au programme,
- des bulletins d'information,
- des procès-verbaux de réunions du comité.

III - ANALYSE DIAGNOSTIQUE DU PROGRAMME

3.1 - Remarques sur l'exécution

La mise en oeuvre du programme a nécessité une réorientation de la stratégie d'intervention en vue d'adapter les activités du projet aux réalités du terrain.

En partant du constat que le développement doit être endogène, c'est-à-dire l'affaire des populations concernées, Enda Tiers-monde estime que les enfants de la rue et les jeunes travailleurs, de par leurs actions pour leur survie et celle de leur communauté, constituent un mouvement social indéniable dans le monde. Qu'ils soient organisés en réseaux associatifs ou pas, ces enfants se mobilisent pour faire avancer un certain développement dans les pays où ils se trouvent. Le programme essaie de valoriser les efforts de ce mouvement de jeunesse qui, pour perdurer, a besoin d'une certaine reconnaissance, en tant qu'acteur social et d'une impulsion de solidarité et de partenariat entre le Sud dont il est issu et le Nord, bailleur de fonds et autres organismes susceptibles de soutenir les actions des enfants et les jeunes.

C'est dans cette optique que s'inscrit la philosophie du PROCAPE qui revêt un double caractère. D'abord, apporter une information alternative, c'est-à-dire qu'à partir du constat que l'information sur les enfants du Sud est faite de clichés négatifs au Nord, aider à changer cette vision à partir des réalités et des initiatives des enfants et jeunes en situation difficile au Sud, notamment les EJT (enfants et jeunes travailleurs) à travers les organisations de jeunesse. Et ensuite, essayer de promouvoir le partenariat entre équipes partenaires du Sud et les structures du Nord.

Aussi, la stratégie d'intervention du programme a-t-elle été réorientée pour répondre à cette démarche qui appelle une certaine réflexion. Les responsables du programme ont pensé qu'au lieu de mener, comme prévu initialement, des enquêtes qualitative et quantitative sur les ONG et associations intervenant dans le domaine de l'enfance pour comprendre leurs comportements et leurs motivations vis-à-vis des enfants de la rue, ce que certaines prendront comme une ingérence dans leurs affaires, il serait plus constructif d'engager ces organisations et celles du Sud, au moyen de rencontres et d'ateliers régionaux, dans un processus de recherche action participative autour du thème de l'enfance en situation difficile. C'est l'occasion pour les partenaires de discuter sur ce thème et, au delà, d'échanger leurs expériences, d'en mesurer les points forts et les points faibles par rapport aux réflexions et pratiques des uns et des autres.

Le comité de suivi a approuvé l'équipe du programme dans son souhait de privilégier l'action d'éducation au développement à travers une démarche participative basée sur des ateliers, des manifestations et des actions de production et diffusion de l'information et de formation. A cet effet, les trois volets présentés, au départ, de manière linéaire, un volet/une année, ont été menés simultanément pour des raisons d'interférence dans les actions.

3. 2 - Le volet analyse-information

L'exécution du volet analyse-information a été réaménagée pour comprendre des activités de recherche par des études, des ateliers thématiques et une table ronde et des actions de capitalisation-diffusion de l'information.

3. 2.1 - La recherche

La recherche est envisagée pour, non seulement, connaître la vision des populations du Nord sur la question de l'enfance en difficulté au Sud, mais surtout appréhender les paramètres pouvant susciter, chez ce public, un changement de comportement et d'attitudes vis-à-vis des enfants en situation difficile dans le milieu urbain. Dans cette optique, des actions d'éducation et de communication ont été prévues à travers des études et de rencontres par le biais d'ateliers et de table ronde.

3.2.1.1 - Les études

Elles concernent une étude bibliographique et une étude de presse.

L'étude bibliographique a été réalisée par la cellule de coordination à partir d'ouvrages traitant de l'enfance en difficulté. Elle a permis la production de fiches bibliographiques sur la thématique et notamment sur les conseils municipaux des jeunes en France, le mouvement d'enfants en Espagne et les mouvements ouest-africains des enfants et jeunes travailleurs. Sont également produits des fascicules sur des thèmes relatifs au phénomène du travail des enfants :

- une étude sur le travail des enfants dans les industries indiennes à partir d'ouvrages de chercheurs sur les secteurs industriels employant un grand nombre d'enfants et de jeunes,
- une étude à Madagascar sur les enfants vendeurs de journaux,
- une étude intitulée quelques réflexions sur le phénomène des enfants travailleurs,
- une étude sur "Enfants de la rue, enfants travailleurs, de l'assistance au partenariat" réalisée sur la base des résultats de la recherche bibliographique, de l'analyse de presse et des analyses qualitatives sur les ateliers.

Des partenaires au Sud (Colombie, Sénégal, Mali, Bénin, Vietnam) ont participé à une étude sur le développement durable des quartiers défavorisés dans les villes du Sud, avec le soutien du Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire.

Les études de cas ont été menées par Enda Jeunesse Action au Sénégal, le Centre d'appui pour le développement des initiatives au Bénin, Enda Mali, Enda América latina en Colombie, MNNATSOP au Pérou et Enda Vietnam,

Une recherche-capitalisation sur l'éducation alternative à également été mise en oeuvre afin de valoriser et diffuser les expériences porteuses des ONG au Nord et au Sud sur toute forme d'éducation informelle. Cette diffusion se fera sous forme de recueil.

L'étude de presse a pour finalité de montrer comment est véhiculée l'image de l'enfance en difficulté dans la presse française, belge et allemande. Elle a été faite la première année par trois stagiaires selon un modèle de plan commun à partir de journaux suivants: Libération, le Monde, le Figaro, le Parisien, le Nouvel observateur, l'Événement du jeudi et l'Express pour la presse française et Frankfurter Allgemeine Zeitung et Die Zeit pour la presse allemande.

Le principale contrainte rencontrée dans l'exécution de cette action est que la période de l'analyse de presse a correspondu avec l'affaire Dutroux relative aux problèmes de pédophilie en Europe. La plupart des articles de presse n'ont parlé que de ce sujet qui a plutôt mis l'accent sur le statut de l'enfance au Nord. Les éléments sur l'enfance en général et l'enfance en situation difficile au Sud en particulier ont été très peu auscultés.

3.2.1.2 - Les ateliers

La réorientation de la stratégie d'intervention a fait que les enquêtes qualitatives et quantitatives ont été remplacées par des ateliers participatifs et thématiques. Ce sont des séances de formation-sensibilisation de deux à quatre jours organisés (généralement le Week-end) par et pour les équipes du Nord et du Sud autour d'une vingtaine de personnes, animateurs, éducateurs spécialisés, travailleurs sociaux et responsables de collectivités locales, avec pour objectifs principaux de :

- échanger des expériences des intervenants du Nord et du Sud;
- analyser les différentes représentations de la situation des enfants et des jeunes en difficulté dans les deux zones à partir des dynamiques mises en places par ces enfants et jeunes et les différentes approches d'intervention des animateurs qui les accompagnent;
- promouvoir une image différente des enfants du Sud auprès du public Nord;
- promouvoir un développement mené par et pour les enfants et les jeunes en difficulté en milieu urbain.

Au total, sept ateliers ont été tenus dans le cadre du PROCAPE autour de thèmes aussi importants que divers.

Le premier atelier a été organisé en novembre 1997 à Montpellier avec la Boutique d'écriture "Peuple et culture" du quartier de la Paillade. Il a regroupé une vingtaine d'intervenants dont Avitarelle, le CCFD, ATD Quart-monde et Enda délégation pour le Nord et deux partenaires africains, la Boutique d'écriture de N'Djaména et l'EASEMO de Bouaké. Le programme a porté sur les pratiques d'écriture avec les jeunes, la présentation des expériences du Sud (celles de Bouaké axées sur la réinsertion et le retour en famille des enfants en difficulté et celles de N'Djaména sur le bien-être de l'enfant à travers l'écrit), la question de l'enfance en circonstances particulièrement difficiles, sa définition et sa typologie, l'échange des expériences entre les participants et les perspectives possibles pour poursuivre la dynamique au niveau local.

Cette rencontre a permis aux participants de constater qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre le Nord et le Sud en ce qui concerne la définition de l'enfance en situation difficile. La différence s'est faite lorsque les débats se sont focalisés sur les expériences et les priorités d'action. Pour les Français, l'approche est individuelle et se focalise sur la souffrance psychique de l'enfant, l'activité culturelle prédomine et la priorité d'action est thérapeutique. Pour le Sud, l'approche est collective, elle part de l'initiative des enfants et s'inscrit dans une dynamique de changement social. L'activité économique prime et la priorité d'action est collective. Les raisons essentielles tiennent de l'existence de nombreuses lois, de la stratégie de survie et de l'importance du maillage institutionnel qui jouent en faveur des jeunes au Nord contrairement au Sud où les moyens manquent énormément.

Cet atelier a été suivi de deux autres rencontres (en mars 1998 et juillet 1998) qui ont permis aux partenaires d'approfondir les différents thèmes relatifs à la question de l'enfance en difficulté.

Le quatrième atelier est tenu en février 1998 à Meaux sous l'égide de l'association ADSEA sur le thème des pratiques créatives des jeunes issus de deux quartiers de Meaux. Il a pour objectif général d'amorcer une dynamique locale sur la question de l'enfance et de la jeunesse en difficulté et de permettre l'échange de réflexion, d'expériences et de perceptions des participants. Il a regroupé d'une part, les jeunes de cette banlieue qui ont présenté des court-métrages sur la vie des jeunes en situation difficile dans la banlieue et d'autre part, des animateurs-éducateurs d'associations ayant une expérience dans le travail communautaire auprès de populations pauvres et groupes défavorisés de Dakar et de jeunes travailleurs.

Les débats se sont déroulés sur un ton polémique de la part des jeunes dakarois qui ont vivement critiqué le contenu des films qui ne proposent pas de solutions aux problèmes des jeunes. Ce atelier a surtout brillé par l'absence des jeunes de Meaux qui se sont retirés de la salle parce que ne se sentant pas suffisamment impliqués dans les discussions, lesquelles ont été finalement menées par les travailleurs sociaux.

Une cinquième rencontre a eu lieu en février au Centre international de culture populaire à laquelle ont participé deux intervenants du Sénégal et de Bolivie dans le but de promouvoir les actions des équipes du Sud.

Le sixième atelier a eu lieu aux Mureaux du 25 mars au 2 avril 1998 sur le thème de "Regards croisés sur les adolescents et jeunes en difficulté en milieu urbain. Echanges d'expériences".

Le Sud a été représenté par deux animateurs de Jeuda-Guedawaye du volet "Education et formation" de Enda Jeunesse Action et un éducateur spécialisé de Enda Mali et le Nord, par des représentants de la délégation Enda, de la Mairie des Mureaux, de la Direction de l'action sociale du Département des Yvelines, de la Direction de la Jeunesse de Mureaux, des psychologues, animateurs et éducateurs spécialisés des associations locales comme ARPEJ et le centre d'écoute, la Traversée. Cet atelier a été l'occasion pour les africains de visiter les infrastructures des associations locales de soutien aux enfants et jeunes en difficulté.

Les échanges ont porté sur la présentation de projets des Muriotins, spécialisés dans divers domaines d'intervention dans les quartiers défavorisés de la ville et ceux des animateurs africains travaillant avec des enfants et de jeunes en difficulté dans les quartiers pauvres de leurs villes.

Les discussions ont permis de constater que les interventions au Sud sont basées sur une approche méthodologique qui impliquent suffisamment les enfants dans les projets alors que le Nord, bien que suffisamment doté de moyens de travail (matériels, infrastructures, ressources financières), maîtrise mal la situation des jeunes dont les difficultés ne sont pas toujours considérées. Par ailleurs, les animateurs du Sud bénéficient d'une liberté d'action que ne connaissent pas ceux du Nord en raison du système institutionnel trop cloisonné.

Des ateliers - formation (au nombre de 3) ont également été organisés en 1998 et 1999 à Bruxelles par Enda Sahel Belgique et ont porté sur le thème des enfants en situation difficile discuté autour des questions suivantes : quelles initiatives, quelles pratiques des enfants, comment changer, améliorer la vision européenne sur ces enfants ?.

3.2.1.3 - La table ronde

La table ronde a eu lieu du 3 au 4 juin 1999 sur le thème de la participation des enfants et des jeunes dans les projets. Elle a réuni les représentants des organismes suivants: Enda Jeunesse Action, Enda Belgique, Enfants Réfugiés du Monde, Secours catholique, Equipe de prévention de Meaux, etc..

Ses principaux objectifs sont de:

- permettre la confrontation et l'échange d'expériences entre ONG et associations du Sud et du Nord,
- favoriser des relations durables entre les différents types d'acteurs (sociaux, de solidarité internationale, etc.),

- apporter des clefs de compréhension pour mieux appréhender les réalités des enfants et des jeunes du Nord et du Sud.

Etant entendu que la participation des populations est un facteur déterminant dans la réussite des projets de développement, la table ronde est l'occasion pour les responsables du programme et leurs partenaires de nourrir la réflexion autour de la question pour appréhender le degré de participation des enfants et des jeunes dans les projets initiés et mis en oeuvre par les enfants ou leurs organisations. Les débats ont porté notamment sur les approches et les limites de la participation des jeunes aux projets, la place de l'animateur, les méthodes d'évaluation de cette participation, etc., à l'aide de différents supports illustrant des situations particulières liées à l'éducation, au travail, à la guerre, à l'errance, à la marginalisation des jeunes au Sud et au Nord.

Au cours de cette table ronde, des photos d'enfants indiens ont été exposées par un photographe-réalisateur, partenaire du programme pour illustrer le thème de l'enfance en circonstances difficiles et montrer les conditions de vie et de travail de ces enfants.

La table ronde a fait l'objet d'une évaluation à l'aide de questionnaire soumis aux participants pour connaître les appréciations des uns et des autres sur l'organisation et le déroulement de la rencontre. Au moment de la présente évaluation, les actes ne sont pas terminés; de même que le document final prévu pour contenir la synthèse des débats et des résolutions qui y sont adoptées.

3.2.2 - La capitalisation-diffusion de l'information

Il est prévu de capitaliser et de diffuser les différents documents produits (fascicules, rapports d'études, rapport de synthèse des ateliers, bulletins d'information, plaquette, site Internet, etc...) en vue d'informer le public sur les actions et initiatives des enfants et de susciter des mobilisations solidaires.

De nombreux documents d'information sur la thématique des enfants et jeunes en difficulté ont été produits: rapports d'études, rapport de synthèse des ateliers participatifs, bulletins d'information, fascicules, réseau Internet. Ces outils, exploitables au CIDEP, ne sont pas largement diffusés jusqu'à présent.

3.3- Le volet communication

Outre les actions de recherche, d'échange par les ateliers et de diffusion de l'information, le programme de communication a concerné également la participation à des rencontres internationales et la production/diffusion de supports de communication.

3.3.1 - La participation à des manifestations et rencontres

Dans le cadre de l'information du public sur les actions du programme, les responsables et les équipes du PROCAPE ont pris part à de nombreuses rencontres dont:

- la réunion de concertation avec les partenaires Sud à Amsterdam en mars 1997 pour l'échange des initiatives et d'expériences, cette réunion a vu la participation de Enda Jeunesse Action de Dakar, du mouvement des jeunes travailleurs du Pérou et Butterflies de l'Inde;
- la 5ème rencontre latino-américaine des mouvements d'enfants et de jeunes travailleurs tenue en août 1997 au Pérou, suivie du 1er "Mondialito" (rencontre internationale d'enfants), cette rencontre a vu la participation des jeunes travailleurs africains et indiens;
- la rencontre régionale des enfants et jeunes travailleurs africains et à la rencontre internationale des EJT à Dakar tenues en février-mars 1998;
- l'université d'été de Madrid (Espagne) organisée en juin 1998 par le collectif espagnol Alpha, avec la participation de deux intervenants des équipes de Bouaké et de N'Djaména sur le thème: "Quelle éducation pour les adultes au XXIème siècle ?";
- la marche globale contre le travail des enfants organisée en juin à Genève par l'Organisation internationale du travail et les mouvements de jeunes africains, asiatiques et latino-américains; le PROCAPE a participé en tant qu'observateur au forum parallèle organisé par le Centre de conseil et d'appui pour les jeunes en matière de droits de l'homme,
- l'université d'été de Fano en Italie organisée en juillet 1998 sous l'égide du Comité de liaison des ONG; ENDA Tiers-monde a participé à ce forum en tant que représentant des ONG françaises pour discuter du thème de l'éducation au développement et des droits de l'homme;
- un atelier à Bordeaux organisé dans le cadre de la semaine de la solidarité internationale par le Réseau des associations de développement et de solidarité internationale de la région aquitaine autour des thèmes: "Initiatives des enfants, comment les pratiques du Sud peuvent-elles être transférées au Nord ?;
- une rencontre de Saint-Petersbourg (Russie) sur le thème des enfants de la rue;
- la conférence en novembre de la Coopération pour l'Afrique de demain (CADE), une association de solidarité internationale dont l'approche est basée sur la publication de bulletins d'information et la tenue de rencontres mensuelles destinées à définir différents thèmes liés à l'éducation au développement; le PROCAPE a

participé à cette rencontre par le biais de son expert-relais africain qui a présenté l'expérience de l'éducation alternative dans les quartiers défavorisés de Dakar.

- le démarrage en janvier 1999 des réunions du Comité de pilotage provisoire du Programme mobilisateur Jeunesse Vie Associative (JVA) qui regroupe les représentants de 4 ONG dont Enda PROCAPE et 3 ministères (Affaires étrangères, Jeunesse et Sport et Emploi-Solidarité). L'objectif de JVA est de permettre le renforcement et / ou la structuration des mouvements et réseaux associatifs au Sud. Ce programme qui n'a pas encore débuté souhaite également, à travers lui, voir changer les rapports entre la coopération française et les bénéficiaires de l'aide.

- une rencontre organisée en janvier par le Secours catholique sur le thème "Enfants-citoyens";

- une réunion de travail en mai à Rome entre Enda Jeunesse Action de Dakar et l'association italienne, Terre Nueva, pour étudier la perspective d'une formulation de projets autour du thème de l'enfance en situation difficile,

3.3.2 - La production de supports de communication

En dehors des ateliers et de la documentation à partir des études, un certain nombre d'outils sont produits pour soutenir les actions de sensibilisation du public. Il s'agit du réseau Internet, du film sur la situation des enfants en difficulté au Sud, des bulletins d'information et de la plaquette du programme.

3.3.2.1 - Le site Internet

Il est mis en place en janvier 1999 pour diffuser l'information auprès d'un large public. Son schéma repose sur la présentation générale du PROCAPE, les activités du programme en Europe (ateliers, formations et recherche sur l'éducation alternative, le travail des enfants et les espaces politiques de l'enfant), les types d'actions au Sud, la documentation existante (bulletins, comptes-rendus d'ateliers et de réunions, bibliographie et bases de données) et les contacts des différents partenaires.

Il existe des relations de partenariat avec le réseau Child rights information network (CRIN) qui rassemble des organisations internationales et des ONG travaillant sur la problématique de l'enfance (siège en Angleterre). Le CRIN diffuse des informations thématiques très variées sur le travail, le droit, la santé, l'éducation, les enfants soldats. Ces informations sont exploitables sur le site du réseau à partir de deux outils: le répertoire des membres et le répertoire des sites Internet des membres. Par ailleurs, le réseau édite un bulletin d'information à diffusion plus large que le site et qui paraît théoriquement deux à trois fois par an. Dans ce cadre, PROCAPE se veut d'être une sorte d'interface pour la diffusion d'informations vers les membres du réseau et vice-versa.

Par le biais du RITIMO, des relations sont établies avec des centres de documentation, comme le centre de Lorient qui organise en novembre, en partenariat avec Procace, une manifestation à l'occasion de la semaine de solidarité

internationale et du 10ème anniversaire de la Convention internationale des droits de l'Enfant.

L'impact de la diffusion de l'information par le site est difficilement quantifiable à l'heure actuelle. On peut cependant apprécier la régularité des demandes d'information provenant de tous les publics même si les chercheurs, les étudiants, les journalistes et les associations sont les plus nombreux. Les responsables du programme envisagent d'ailleurs de mettre en place un questionnaire permettant de recenser les demandeurs et surtout de connaître leurs impressions par rapport aux actions du projets. Ils projettent également de faire répertorier le PROCAPE dans les annuaires Internet.

3.3.2.2 - Le film

Il est réalisé par un cinéaste tunisien qui s'est intéressé à ce projet de film. Il aborde trois sujets interdépendants, les vécus et mauvais traitements que subissent les jeunes travailleurs dans les villes africaines, la stratégie utilisée par les jeunes travailleurs (marche, défilé de rue) pour alerter les pouvoirs publics sur leurs conditions de travail (surcharge de travail, insécurité d'emploi, abus d'autorité des employeurs, abus sexuels de la part des employeurs, etc) et la concrétisation des droits par des actions d'éducation alternative (apprendre à lire et à écrire aux jeunes), d'amélioration de la santé et des actions génératrices de revenus suivies de formation technique liée à l'emploi.

Ce film va être finalisé en octobre (alors qu'il aurait dû l'être à la fin de la première année). En tant que support de sensibilisation, il devrait être largement diffusé (ou même télévisé) auprès des populations des pays partenaires de PROCAPE, notamment au Nord en vue de montrer, d'une part, les réalités auxquelles sont confrontés les jeunes travailleurs et d'autre part, la complexité de la situation de ces jeunes et les solutions envisagées au niveau local pour assurer leur survie.

3.3.2.3 - Le bulletin d'information

Deux bulletins d'information sont édités.

Le deuxième, paru en septembre 1998, a présenté un éditorial de l'expert-relais africain sur l'enfance et la jeunesse en difficulté au Nord et au Sud. En outre, un aperçu sur les réalisations du programme (conclusions des ateliers des Mureaux et de Montpellier, les axes du volet recherche) a été fait, suivi d'une réflexion sur le forum de rencontres Nord-Sud et de la Marche globale de Genève.

Les articles de ce bulletin ont été repris dans les cahiers de MARJUVIA (Marginalisation des jeunes des villes africaines), un réseau de chercheurs africains et dans l'édition italienne de la revue NATs (Enfants et adolescents travailleurs).

3.3.2.4 - La plaquette

La plaquette est réalisée en 1997 pour présenter le PROCAPE à travers ses objectifs, ses axes d'intervention et son partenariat. Etant la carte de visite du programme, elle a été diffusée au niveau de tous les partenaires et des structures intéressées par la question de l'enfance en difficulté.

3.4 - Le volet formation

Les actions de formation n'ont pas été réalisées dans les délais prévus pour diverses raisons.

Les responsables du programme ont jugé nécessaire, dans un premier temps, de faire l'état des lieux en ce qui concerne la formation: contacter les organismes qui mènent une telle action, réfléchir avec les partenaires sur les modules et outils à utiliser, etc... Néanmoins, des ateliers - formation se sont tenus en novembre 98 et mars 99 en Belgique (cf. précédemment).

Dans la recherche de participants à la formation, la cellule de coordination a envoyé l'information, à partir d'avril-mai, à panel de structures associatives (près de 200 associations, ONG de solidarité internationale, association d'éducation populaire, travailleurs sociaux, animateurs, éducateurs populaires, etc...). Jusqu'aux mois de juillet-août, c'est-à-dire au moment de la présente évaluation, très peu de retours ont été enregistrés.

Par ailleurs, la préparation de la table ronde (tenue au mois de juin) qui a mobilisé tout le personnel et les problèmes d'ordre institutionnel auxquels est confronté Enda n'ont pas permis de réaliser, dans les délais et de façon effective, certaines activités notamment la formation.

L'exécution de la formation a fait l'objet de séances de travail avec des organismes de formation au développement pour assurer la formation. Celle-ci sera finalement menée avec le Collège coopératif en octobre 1999 sur la recherche-action participative auprès des enfants en situation difficile.

IV - ANALYSE CRITIQUE DU PROGRAMME

4.1 - De la conception du programme

4.1.1. - Pertinence des objectifs

En se référant aux facteurs (précités) contraignant l'épanouissement des enfants et des jeunes au Nord comme au Sud, on peut avancer que les objectifs du programme, bien que trop ambitieux par rapport à la durée du projet et aux ressources mises en place (notamment en personnel), répondent parfaitement au souci de Enda de soutenir les organisations d'enfants et de jeunes qui oeuvrent pour l'amélioration de la situation des enfants en circonstances difficiles.

Cependant, dans la réalité, il n'est pas aisé de mesurer le niveau d'atteinte de ces objectifs qui, dans leur ensemble, n'ont été que partiellement mis en oeuvre.

Au niveau de l'objectif d'informer et d'éduquer les populations du Nord en vue de changer leur vision sur la question de l'enfance en difficulté, on peut saluer les efforts menés pour la sensibilisation du public au moyen de divers outils tels que les contacts (téléphones, fax, courriers électroniques), les ateliers thématiques, le site Internet, la documentation, etc.... De même que le système de réseautage mis en place pour toucher un maximum d'organisations pouvant travailler en commun. La stratégie d'intervention est, à cet effet, pertinente dans la mesure où elle repose sur une approche combinant l'optimisation des expériences et des compétences du Sud à une campagne d'éducation et de sensibilisation des publics du Nord en vue de valoriser l'image des enfants en situation difficile au Sud.

L'on peut, cependant, constater que, malgré tout, le partenariat n'est pas assez développé, en ce sens qu'au Nord, seulement deux pays, la France et la Belgique, et dans une moindre mesure, l'Italie et l'Espagne sont concernés par les actions. De plus, ces actions sont essentiellement concentrées au niveau de la France. Certes, le siège de la délégation Europe se trouve en France mais il est plus pertinent d'étendre les actions du programme aux autres partenaires du Nord si tant est que le PROCAPE cherche à capitaliser les expériences non seulement au niveau du Sud mais aussi au Nord pour des échanges plus diversifiés. Les actions d'éducation menées en France ne suffisent pas pour induire un effet d'impact sur l'opinion européenne. La même critique vaut pour le Sud où le problème de l'enfance en difficulté est posé avec acuité dans les grandes villes, que ce soit en Afrique, en Asie ou en Amérique latine. Il aurait fallu des partenaires numériquement importants dans les deux zones pour optimiser les chances de coopération entre Nord et Sud en ce qui concerne le soutien aux enfants en situation difficile.

En outre, sur le plan de la production des outils de communication (documents, film, réseau Internet, etc...), on a l'impression qu'un gros travail d'intérieur a été réalisé mais la communication sur l'extérieur n'a pas été suffisamment efficace. Des efforts intenses et soutenus doivent être fournis pour promouvoir la diffusion de ces outils de communication et particulièrement les résultats des études et recherche. C'est

bien de mener de nombreuses études et notamment des études de presse mais il faut que les résultats de ces actions soient portés à la connaissance du public si tant est que l'on aspire à changer le regard des gens sur la situation des enfants.

L'objectif de sensibilisation par la formation n'est pas atteint non plus car l'action n'a pas été réalisée dans les délais. Le volet formation est conçu pour être la continuité des deux premiers volets, en ce sens qu'il devrait constituer un soutien à la politique de sensibilisation et d'éducation au niveau d'un public bien ciblé. Elle aurait pu donner aux bénéficiaires de précieux outils dans la compréhension des réalités des pays en développement, même si les ateliers de Bruxelles s'apparentent à des sessions de formation en recherche-action-participative.

4.1.2 - Adéquation objectifs/activités

Il est important de souligner la pertinence des actions mises en place dans le cadre des volets du programme d'autant plus que ces actions répondent réellement à un besoin, celui de mobiliser l'opinion autour de la thématique de l'enfance en difficulté en vue d'apporter des éléments de réponses favorables aux problèmes que vivent les enfants et les jeunes.

On peut, néanmoins, relever le caractère volumineux des actions préconisées, eu égard au temps imparti à l'exécution du projet et à la disponibilité des compétences. Ce qui explique que le personnel affecté au programme se recentre plus sur l'essentiel, c'est-à-dire, les activités qui revêtent un caractère prioritaire.

Dans le cadre de la mise en oeuvre du programme, il existe une réelle corrélation entre les différents volets et les objectifs visés.

Dans un souci de cohérence et de complémentarité, les volets analyse-information et communication, les seuls à être exécutés jusque-là, allient les activités de recherche et de capitalisation de l'information à la sensibilisation des populations du Nord sur les questions de l'enfance en difficulté et de l'éducation au développement.

A cet effet, on peut saluer le système de réseautage mis en place dans le cadre de la sensibilisation et de l'éducation au développement pour stimuler et promouvoir le partenariat au Nord comme au Sud. Le nombre sans cesse croissant de structures contactées, associations, ONG, collectivités territoriales, etc., pour l'instauration de partenariat est significatif des efforts réalisés par le programme pour mobiliser les publics sur la question de l'enfance.

En outre, l'utilisation de moyens et d'outils de sensibilisation tels que les ateliers, la table ronde, le réseau Internet, le film, etc.. en vue de valoriser l'information est déterminante dans le succès de ces composantes. Même si les différentes enquêtes n'ont pas été réalisées comme prévu pour diverses raisons, il reste que les actions de sensibilisation au moyen de ces outils correspondent à l'objectif d'éduquer l'opinion européenne sur la situation des enfants travailleurs au Sud.

Sur le plan de l'appréciation des activités, l'approche de sensibilisation par les ateliers thématiques est très pertinente mais il serait certainement plus judicieux d'organiser, au moins une fois par an, des rencontres entre les jeunes des deux zones pour confronter les idées et les expériences mais surtout mener un travail de sensibilisation des jeunes des banlieues, notamment ceux qui sont moulés dans l'idéologie négativiste des enfants de la rue du Sud.

L'action serait encore plus bénéfique pour les structures du Nord si ces rencontres se tenaient dans les villes du Sud (et si les moyens le permettent) où les conditions de travail et de survie sont totalement différentes. Par ailleurs, ces structures s'inspireraient, sans doute, de l'ingéniosité des enfants et des jeunes qui transforment les matériaux de récupération en objets d'art.

Avec l'appui de PROCAPE, des organisations de financement pourraient intervenir dans la formation (technique) des jeunes travailleurs en vue d'aiguiser leur technicité ou soutenir ces jeunes pour la création de micro-entreprises afin d'assurer convenablement leur insertion professionnelle et sociale.

D'une manière générale, l'absence de réalisation de certaines actions (diffusion à grande échelle des documents produits, formation, etc...) et l'insuffisance de temps et de personnel pour réaliser effectivement les activités prévues constituent des entorses à l'atteinte des objectifs de l'ensemble du programme. Le niveau actuel d'exécution du projet doit inciter à une intensification des activités dans une phase future, compte-tenu de la pertinence des objectifs et des actions préconisées. Des moyens (humains, matériels, temps) doivent être mobilisés pour assurer le succès du programme.

4.1.3 - Rapport activités prévues /activités réalisées

Le diagnostic des activités du programme permet de constater que la prévision des activités a connu des ajustements tout au long de l'exécution du programme.

Certaines activités n'ont pas été réalisées dans les délais prévus comme le rapport de l'étude bibliographique, le document final prévu pour compiler les résultats de la recherche, certains fascicules de capitalisation et la diffusion de certains documents produits.

D'autres n'ont pas été du tout réalisées comme la formation, les enquêtes, l'élaboration de certains documents comme le répertoire européen. Concernant ce répertoire, les responsables du programme ont estimé plus judicieux de le remplacer par un document de capitalisation d'informations sur les associations du Sud et du Nord pour faire, en fin de programme, une publication qualitative dans laquelle figureraient les domaines géographiques, les orientations et méthodologies de chacune.

Les activités de sensibilisation et d'information, prévues pour la première année sont étalées dans le temps en raison du changement de la stratégie d'intervention. Cette

année a été consacré à l'exécution partielle des volets analyse-information et communication.

Les actions ont concerné essentiellement la mise en place de partenariat, la tenue d'ateliers thématiques, la participation à des manifestations et rencontres internationales, la réalisation de la plaquette du programme, d'un bulletin d'information, de l'étude de presse et de la recherche bibliographique sur le thème du travail et, dans une moindre mesure, des espaces politiques de l'enfant. La réorientation de la stratégie d'intervention du programme, qui a consisté à abandonner les enquêtes de terrain, a amené les responsables à intensifier les efforts sur ces actions.

Durant la seconde année, outre la continuité et l'intensification de ces actions, on note l'exécution d'activités telles que la recherche-capitalisation sur l'éducation alternative, la création du site Internet et une étude sur la participation des enfants et des jeunes au développement durable des quartiers défavorisés dans les villes du Sud (Dakar au Sénégal, Bamako au Mali, Ouidah et Dogbo au Bénin, Médellin, Lima, Hochiminville), qui sont des activités additives puisqu'elles n'ont pas été prévues au départ.

Le choix de la recherche sur l'éducation alternative est justifié par le fait que PROCAPE estime nécessaire, vu les carences des systèmes éducatifs formels et leur conséquence, le taux élevé de déperdition scolaire, qui est l'une des causes de la marginalisation des jeunes, de mener une recherche sur les démarches pédagogiques non formelles, adaptées aux conditions de vie et de travail des enfants en situation difficile. Le PROCAPE se propose de capitaliser et de diffuser les résultats de cette recherche sous forme de recueil destiné à des organismes et partenaires du Nord et du Sud, qui pourront les prendre en compte dans les programmes de formation des jeunes. A cet effet, il a invité les organismes intéressés par la démarche à faire connaître leurs expériences et leurs initiatives en matière d'éducation alternative dans les pays du Sud à partir d'une fiche-type d'expérience sur la présentation de l'organisme, le système d'éducation national, les objectifs, activités et description du programme mené (objectifs, lieu d'intervention, durée, bénéficiaires, obstacles et succès du programme), etc.....

Dans l'ensemble, le programme est partiellement exécuté en ce sens que seuls les deux premiers volets ont connu un fort niveau de réalisations au détriment du volet formation dont l'absence de réalisation, liée aux raisons évoquées plus haut, a amputé le programme d'une partie de ses activités. Il faut néanmoins rappeler qu'il s'agit ici d'une évaluation à mi-parcours et qu'il reste un an d'activités.

Par ailleurs, la programmation n'a pas été totalement respectée aussi bien au niveau des prévisions annuelles que du point de vue de la réalisation des activités dans les délais escomptés. Les raisons, maintes fois, avancées tiennent de l'insuffisance des ressources humaines et de la durée relativement courte pour la masse de travail à réaliser.

4.2 - Des ressources humaines

L'exécution du programme souffre d'une insuffisance de personnel au niveau de la délégation Enda qui explique, en partie, la mise en veille de certaines activités notamment la mise en place du groupe de travail appelé à superviser les activités de recherche, la diffusion à grande échelle de la documentation produite et l'élaboration de documents initialement prévus tels que le document de compilation des produits de la recherche qui devrait être diffusé en espagnol, le document de la table ronde qui est en cours de finalisation, le répertoire des ONG et associations européennes travaillant au Sud et l'agenda de manifestations en matière de sensibilisation et de communication.

L'effectif de la délégation se réduit de plus en plus pour cause de licenciement ou de démission. Actuellement, le personnel représente l'équivalent de trois compétences à temps plein pour assurer à la fois les activités du programme et celles de la structure.

On peut, néanmoins, apprécier le caractère polyvalent des ressources humaines intervenant dans le projet. Ceci est un atout considérable compte tenu de la complexité de la question de l'enfance en situation difficile qui exige une diversité des connaissances relatives à la question.

Toutefois, il est à déplorer le manque d'outil de gestion du personnel. Les attributions des compétences, en dehors de la coordinatrice, ne sont pas clairement définies ; ce qui explique un certain empiètement dans les responsabilités des uns et des autres.

Il n'existe pas non plus un personnel technique lié à l'exécution du projet. Il aurait fallu, en plus des compétences existantes, des compétences techniques liées à l'exécution des activités, principalement un spécialiste en communication. Il pourra servir de conseiller technique à la cellule de coordination dans la mise en oeuvre et le suivi de la politique de communication et de diffusion du projet.

Par ailleurs, il convient de saluer l'initiative des responsables du programme de recourir aux stagiaires et bénévoles afin de pallier à l'insuffisance de personnel. Ceux-ci ont largement contribué à faire avancer les choses, surtout au niveau de la recherche et de la communication (rapport synthétique des ateliers thématiques, analyse de presse, évaluation, etc.). La mise en oeuvre du projet serait lourdement handicapée, sans cette contribution, surtout quand on sait que le personnel affecté au projet (déjà utilisé au 3/4 du temps) est également investi dans d'autres activités de la délégation Enda, telles que l'éducation au développement, le fonctionnement, l'administration, le suivi de projets, etc.

4.3 - Du partenariat

Dans le cadre du suivi du programme, le comité, par son rôle de contrôle, veille à ce qu'il n'y ait pas de dérive dans la mise en oeuvre des activités. Cette prérogative l'a amené à exercer une certaine influence sur l'approbation des activités du projet. Chaque rencontre est l'occasion de "règlement de compte" entre les membres du comité et de la cellule de coordination. La diversité et la complexité des enjeux des participants expliquent la pluralité des points de vue qui n'engendrent pas souvent un consensus mais des expressions individuelles et/ou associatives. Cette situation fait que les responsables de la cellule se sentent tiraillés de part et d'autre par des acteurs motivés d'enjeux, d'intérêts différents... vis-à-vis du programme. Ils considèrent que l'esprit critique des réunions est déstabilisant en ce sens que certains reproches ne sont pas constructifs pour l'évolution du projet.

Si les membres du comité de suivi apprécient les efforts des responsables du programme pour mener à bien le projet malgré son caractère ambitieux, ils appréhendent le problème de l'autonomie du projet par rapport à Enda. Ils estiment que le PROCAPE est noyauté par l'ONG du fait qu'il soit son émanation. Il n'est pas facile de donner au PROCAPE son identité propre étant donné qu'il n'a pas de statut juridique, il est sous la bannière de Enda et comme Enda est une grosse étiquette, il est tout autant difficile au programme de se décoller de Enda pour être totalement indépendant que pour l'extérieur de comprendre et de faire la part des choses entre Enda et PROCAPE.

Un des membres du comité de suivi que l'évaluation a rencontré a mis l'accent sur un certain nombre de comportements qui constituent des entraves à la bonne marche des réunions, à savoir :

- le projet ne prend pas en compte toutes leurs réflexions,
- les réunions commencent en retard,
- la distribution de documents se fait le jour même de la réunion, ce qui ne donne pas du temps aux participants de réfléchir suffisamment sur le contenu,
- l'irrégularité dans la tenue des réunions,
- le changement constant de participants (membres des associations) aux réunions, qui oblige à faire un retour en arrière à chaque réunion pour expliquer aux nouveaux venus les tenants et aboutissants des rencontres.

Au vu de toutes ces remarques, il y a lieu, pour les uns et les autres, de faire des efforts et des concessions pour arriver à un consensus permettant de dynamiser la coordination et le suivi du projet.

Avec les équipes de terrain, les relations entre la cellule de coordination et les intervenants Sud ne souffrent d'aucune ambiguïté. Les questionnaires administrés à certains de ces intervenants ont permis de constater que les partenaires, dans leur majorité, sont suffisamment imprégnés des activités du programme. Ils ont reconnu le rôle important joué par le projet qu'ils considèrent comme une oeuvre basée sur un partage de connaissances entre les intervenants du Nord et ceux du Sud au contraire de projets qui arrivent bien ficelés et proposés aux bénéficiaires. Alors que le PROCAPE a intégré, dès au départ, les intervenants dans une situation de réflexion pour essayer de définir en commun les axes de collaboration.

Dans le cadre de la réalisation des activités notamment les ateliers, les partenaires apprécient énormément le système de rencontre par les ateliers auxquels ils sont associés depuis la détermination des thèmes jusqu'à la restitution des résultats des réunions. Ils estiment qu'en plus des échanges très enrichissants entre organisations du Nord et celles du Sud, ces ateliers sont un moyen pour eux de discuter de leurs expériences et parfois de se remettre en cause par rapport aux critiques des partenaires afin de s'améliorer.

Ils déplorent, cependant, la durée des réunions qui ne permet pas d'épuiser suffisamment les questions liées aux thèmes discutés, de même que l'absence de diversification des thèmes. Pour cela, ils suggèrent que les thèmes prennent en compte certaines spécificité du Sud, comme l'exode rural des jeunes, la prostitution des fillettes, les problèmes liés au Sida, la drogue, etc...

D'une manière générale, la mobilité de certains intervenants, surtout ceux qui ont initié des actions au niveau des équipes, est une contrainte à une intervention efficace et à la pérennisation du partenariat. C'est le cas, par exemple du groupe des Mureaux où la plupart d'entre eux ont reçu une nouvelle affectation, dans une autre ville et/ou région, fragilisant ainsi la dynamique. Les responsables de la délégation ont dû organiser une rencontre pour faire la connaissance des nouveaux intervenants afin de redynamiser les relations.

4.5 - De l'impact

Il est difficile de mesurer effectivement le niveau d'atteinte des réalisations du programme, et particulièrement des deux volets exécutés; compte-tenu de la durée de vie du projet et de la nature de ses réalisations dont l'essentiel est basé sur des actions de sensibilisation des publics, une oeuvre de longue haleine qui nécessite au préalable l'adhésion des populations aux idéaux du projet.

Par ailleurs, l'existence d'études et de recherche auraient pu aider, sur la base d'indicateurs objectivement vérifiables, de dégager l'impact des réalisations. En outre, la formation aurait pu permettre au public concerné par la question de l'enfance en difficulté d'acquérir, de maîtriser et d'appliquer les techniques et les connaissances liées à l'éducation au développement.

On peut néanmoins souligner l'importance des ateliers et de la diffusion de l'information qui a favorablement influencé le comportement de certaines populations.

Il y a d'abord la prise de conscience pour les acteurs du Nord et particulièrement ceux qui ignorent certaines réalités comme l'existence d'animateurs africains qui plus est, ont des méthodologies d'intervention originales, basées sur le respect et la reconnaissance des enfants et des jeunes en tant qu'acteurs à part entière et non bénéficiaires de projets. Certains sont arrivés à réviser leur position sur le travail des enfants en découvrant les initiatives et les potentiels des jeunes africains. D'autres,

comme la responsable du centre de Montpellier, ont même utilisé les résultats des ateliers pour mener certaines actions.

Quant aux animateurs africains ayant participé aux ateliers, ils ont témoigné de la richesse des débats qui leur ont permis de prendre conscience non seulement de la différence de moyens et de méthode d'approche des jeunes mais surtout de la nécessité de réfléchir sur l'enfance en difficulté en Europe en vue de trouver des éléments de réponses à un partenariat efficace entre eux et les pays du Nord. Dans le cadre de ce partenariat, ils ont unanimement apprécié les relations nées des rencontres de Meaux, de Montpellier et des Mureaux, et qui, pour certains, existent encore.

Par ailleurs, l'impact des actions du programme et particulièrement de la diffusion de l'information par le site Internet et les bulletins d'information s'est traduit par des demandes de plus en plus nombreuses d'informations ou de précisions sur tels ou tels aspects de la problématique de l'enfance en difficulté. C'est le cas des associations locales intéressées par la thématique de l'enfance en difficulté ou l'éducation au développement, des associations européennes comme European Network Children, réseau élaboré par un parlementaire hollandais sur le travail des enfants, de la presse (France 2 - Envoyé spécial et le Nouvel Observateur) qui souhaite réaliser un film sur les enfants travailleurs ou produire des articles sur les enfants de la rue, etc... Ces actions ont également eu un impact certain sur la capacité du public (universitaires, journalistes, animateurs, éducateurs sociaux, etc..) à se référer régulièrement à Enda pour tout ce qui concerne les enfants et les jeunes travailleurs.

On peut, en outre, relever l'importance des messages diffusés au Sud qui, selon les intervenants interrogés, ont eu un écho favorable au niveau des acteurs locaux de développement, notamment les responsables d'ONG et d'associations, de collectivités locales et des animateurs de jeunes des quartiers, en quête d'informations spécifiques sur le problème des enfants en difficulté ou de collaboration avec le programme.

Sur le plan institutionnel, l'équipement du programme à Paris et l'appui technique et financier accordé aux partenaires du Sud ont eu un impact certain sur la capacité d'intervention des différents point focaux (à Paris, comme au Sud) en matière de suivi, encadrement, information et gestion des activités.

4.6- Des points faibles

Les points faibles identifiés dans l'exécution du projet se résument à :

- l'inadéquation entre la masse de travail et les ressources humaines disponibles,
- l'exécution partielle du programme, deux volets exécutés au lieu de trois,

- la politique de diffusion passive de diffusion à grande échelle des documents produits dans le cadre de la recherche et des études,
- la concentration du partenariat en Afrique par rapport aux autres points focaux,
- la concentration des activités en Afrique de l'ouest,
- le partenariat très limité au Nord et particulièrement en France
- l'insuffisance de personnel et de temps pour réaliser les actions dans les délais,
- l'insuffisance du temps alloué aux débats des ateliers,
- le manque de diversification des thèmes d'ateliers
- la mobilité de certains acteurs de terrain ayant initié des actions qui ne permet pas un suivi adéquat des actions mises en place.

4.7- Des points forts

Les points forts du programme sont:

- la prise de conscience de la souffrance des enfants qui sont dotés d'une volonté et d'une capacité de réflexion et d'action qu'il ne faut pas annihiler,
- l'existence de partenaires ayant une part active dans l'action d'éducation et de développement,
- la pertinence du programme qui aspire, d'une part, à donner une image réelle des enfants en difficulté auprès du public européen et d'autre part, à soutenir les organisations d'enfants et de jeunes,
- la référence que constitue le PROCAPE (et dans une large mesure Enda) sur tout ce qui concerne l'enfance et la jeunesse en situation difficile en milieu urbain,
- la pertinence des activités en générale et des ateliers thématiques en particulier qui ont favorisé les échanges entre le Nord et le Sud ,
- la diversité des demandes d'informations par le biais du site Internet,
- la capitalisation de l'information sur les questions de l'enfance et de la jeunesse en difficulté,
- l'existence d'archivage au niveau de la cellule de documentation de la délégation Enda pour l'information du public,

V - CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Sur le plan de l'exécution générale du programme, on peut dire que les objectifs, malgré leur caractère ambitieux, répondent à la politique d'Enda de susciter, au Nord, un changement de mentalité et de perception en ce qui concerne la question de l'enfance en situation difficile en milieu urbain.

Des actes tangibles ont, cependant, été posés qui permettent d'opérer ce changement de mentalité. Les actions de sensibilisation du public à travers les ateliers thématiques, les rencontres, la production et la diffusion d'outils de communications, tels que le réseau Internet, le film, la plaquette, les bulletins d'information, etc.. sont d'autant plus importantes qu'elles sont susceptibles de modifier les pratiques et les schémas préétablis sur l'enfance en difficulté au Sud. Elles visent d'une part, à informer les populations de l'existence des initiatives et réalisations des enfants et des jeunes et d'autre part, à encourager le partenariat avec les organisations de jeunesse qui oeuvrent pour la promotion de projets initiés et exécutés par et pour les enfants.

Mais, beaucoup reste à faire et c'est pourquoi l'évaluation a recommandé la poursuite du programme eu égard à sa pertinence et du fait qu'il se trouve actuellement dans une phase de développement et de croissance. Il a amorcé une vitesse de croisière dans l'exécution de ses activités qui, rappelons le, s'inscrivent dans un processus de changement de mentalité et de comportement, autrement dit, une oeuvre de longue haleine. Pendant deux ans, des actions importantes ont été impulsées et il serait regrettable d'arrêter ou de freiner cette dynamique en plein essor alors que des résultats tangibles sont enregistrés.

Pour ce faire, il convient de mettre l'accent sur un certain nombre de recommandations, à savoir:

Recentrer le programme sur les activités déjà engagées par les actions suivantes:

- la mise en place de compétences nécessaires à l'exécution du programme,
- l'actualisation et la finalisation des différentes études ;
- la mise à jour du document relatif à l'étude de presse;
- la mise en place d'une politique active de diffusion de tous les outils produits: documents, film, etc..;
- l'élaboration d'ateliers tournants qui concerneront aussi le Sud, suivis de visites aux enfants et aux jeunes en difficulté,
- l'augmentation de la durée des ateliers pour permettre aux participants d'approfondir les thèmes,

- la diversification des thèmes d'ateliers basés sur les réalités des pays, notamment ceux du Sud, comme la prolifération de la drogue, les jeunes et la pédophilie, l'aspect genre en mettant l'accent sur la prostitution des fillettes, etc...
- la mise en place de partenariat avec d'autres pays africains, latino-américains et asiatiques pour capitaliser largement les expériences dans ces zones,
- la mise en place de partenariat avec des organismes des autres pays européens, la Belgique, l'Espagne et l'Italie pour avoir des vues par rapport à leurs expériences en matière de soutien à l'enfance en difficulté,
- l'appui pour la mise en oeuvre d'actions ou d'opportunités de rencontres entre, d'une part, les jeunes du Sud (les enfants de Bamako avec ceux de N'Djaména par exemple) et d'autre part, les jeunes du Sud et du Nord pour le renforcement des liens entre les organisations de jeunesse,
- des visites régulières effectuées auprès des équipes de terrain pour créer et renforcer le climat de confiance avec les partenaires et surtout pour montrer que le travail du PROCAPE n'est pas synonyme de bureaucratie,
- l'extension de l'action du projet au domaine économique par des appuis aux organisations de jeunesse compte-tenu de la modicité des moyens de celles-ci; dans le cas contraire, le PROCAPE pourra servir d'intermédiaire auprès de bailleurs de fonds intéressés par l'enfance en difficulté.

Exécuter les activités mises en veille

Ce sont principalement la formation et la diffusion des documents qui n'ont pas pu être diffusés.

Mener une politique efficace de communication

La politique de communication du programme n'a pas été assez efficace pour opérer, d'un point de vue quantitatif, un changement collectif de mentalité et de comportement des populations du Nord. Pour ce faire, le projet doit mener une approche intense et efficace de communication basée sur:

- l'élargissement du partenariat à d'autres villes européennes; cela est d'autant plus important que de contacts sont actuellement pris avec de nombreuses localités, françaises notamment, qui ont manifesté leur intérêt pour des actions futures sur la question de l'enfance en difficulté (cas de Plaisir dans les Yvelines, de Lorient dans le Morbihan, etc..),
- l'intensification des ateliers de réflexion avec implication d'un grand nombre d'éducateurs, d'animateurs, de jeunes et de responsables des collectivités locales;

- la mise en place d'une campagne médiatique (radio, télévision) d'information, comportant des messages courts, précis et ciblés, illustrant des réalisations des enfants et des jeunes travailleurs,
- la parution des articles des bulletins d'information dans la presse écrite, notamment les grands journaux comme Le Monde, l'Express;
- la diffusion des outils de communication tels que le film dans les centres éducatifs, les écoles,
- la participation active à toutes les rencontres traitant de la question de l'enfance en difficulté; dans ses perspectives, le programme envisage de participer au salon du livre de la jeunesse, une instance très médiatisée qui aura lieu à Montreuil en décembre prochain, au salon de l'éducation organisée sous l'égide du Ministère de l'Education nationale.

Redynamiser le comité de suivi

Compte-tenu des différentes remarques soulignées dans le suivi du projet, la redynamisation du comité de suivi s'impose par des actions telles que:

- l'information régulière ou à temps opportun du comité de suivi sur tout ce qui peut entraîner un changement d'orientation dans l'exécution du programme,
- la tenue régulière des réunions du comité (au moins une fois tous les six mois), avec une durée suffisante pour épuiser toutes les questions à discuter,
- la ponctualité dans les rencontres,
- la distribution à l'avance des documents à examiner,
- la nomination d'un modérateur autre que les représentants d'Enda, par exemple un membre tournant du comité, pour mieux canaliser les débats et surtout éviter que Enda soit en même temps juge et partie.

ANNEXES

ANNEXE 1 - PROGRAMME DE MISSION

28 juin - 15 juillet - Documentation à ENDA TIERS-MONDE, Délégation Europe et élaboration de questionnaires

16 juillet - Août - Administration des questionnaires

1er au 25 septembre - Dépouillement et exploitation des résultats
Rédaction du rapport d'évaluation

Annexe 2 - DOCUMENTS CONSULTES

- Bulletins d'information n° 1 et 2 du PROCAPE

- Enda Délégation Europe: Document du Programme de communication et d'appui aux enfants en situation difficile en milieu urbain, document initial du programme,

- Enda, Délégation Europe: Document de la table ronde sur la participation des enfants et des jeunes dans les projets. Quelles approches ? Quelles limites ?

- Enda Délégation Europe: Documents de synthèses des ateliers thématiques,

- Enda, Délégation Europe: Enfants de la rue, enfants travailleurs, de l'assistance au partenariat. Quelques réflexions pour l'action, mai 1999.

- Plaquette de présentation du PROCAPE

- Rapport d'activités de la première année d'activité du programme,

ROUGIER Holly: Quelques réflexions sur le phénomène des enfants travailleurs, Enda, Délégation Europe.

Annexe 3 - Questionnaires adressés aux partenaires

Questionnaire à la coordinatrice du programme et son adjointe

Votre mission au sein du PROCAPE

Votre opinion sur les actions du programme. Ces actions sont-elles pertinentes ? Justifiez votre réponse ?

Volet analyse-information

Il était prévu, dans le cadre de ce volet, la mise en place d'un certain nombre d'activités telles que l'analyse de la presse, l'enquête qualitative et l'enquête quantitative, où en êtes vous avec ces activités ?

Rôle du comité de suivi du programme

Difficulté rencontrée dans l'exercice de la fonction de ce comité

Votre opinion des différents ateliers que vous avez organisés

Ces ateliers ont-ils répondu aux attentes des différents partenaires ?

Ont-ils eu un impact sur la vision des uns et des autres (Nord et Sud) en ce qui concerne l'enfant en situation difficile ?

Quelles suggestions (thèmes) pour la tenue de futurs ateliers ?

Vos attentes par rapport à l'évaluation à mi-parcours

Où êtes-vous avec la production du répertoire européen et du document final (devant compilé les produits de la recherche) de vos activités ?

Volet Communication

Quelle est la dimension globale de vos actions de communication ?

Volet Formation

Où en êtes-vous avec vos activités de formation ?

Vos critères de choix de vos partenaires

Votre opinion sur l'impact des actions du programme au Nord et au Sud

Vos perspectives de partenariat à court et long termes.

Questionnaire adressé au responsable de la documentation

- 1 - Quelle est votre mission au sein du PROCAPE ?
- 2 - Que pensez-vous des actions du programme au Nord comme au Sud ?
- 3 - Ces actions sont-elles pertinentes ? Justifiez votre réponse ?
- 4 - Quelle est la portée du site Internet du programme ?
- 5 - Quelles sont les informations qui y sont diffusées ?
- 6 - A quel(s) public(s) sont-elles destinées ?
- 7 - Avez-vous des données statistiques de vos actions de production et de diffusion ?
- 8 - Quel est spécialement l'impact des deux bulletins d'information édités ?
- 9 - Quel est l'objectif de la recherche bibliographique ?
- 10 - Que pensez-vous des ateliers de sensibilisation du programme ?
- 11 - Quelles suggestions (thèmes) pouvez-vous faire pour la tenue de futurs ateliers ?
- 12 - Quelles sont les contraintes rencontrées dans l'exercice de votre mission ?
- 13 - Quelles sont attentes et perspectives d'avenir ?

Questionnaire à la boutique d'écriture de Montpellier

- 1 - Qu'est ce qui a motivé la création de votre boutique d'écriture ?
- 2 - Décrivez vos activités au sein de cette boutique
- 3 - En quoi ces activités répondent-elles aux besoins de la population du quartier?
- 4 - Comment mesurez-vous l'impact de ces activités
 - au niveau des enfants ?
 - à un niveau plus général ?
- 5 - Avez-vous des relations avec d'autres structures de soutien aux enfants ou personnes en situation difficile:
 - à Montpellier, telles que la bibliothèque de rue à la cité gitane de la Grappe et l'Avitarelle, le centre d'hébergement des sans domicile fixe;
 - ailleurs (à préciser)
- 6 - Que savez-vous du programme PROCAPE ? (objectifs, activités, etc...)
- 7 - Vous avez participé à l'atelier de Montpellier, que pensez-vous du ou des thèmes discutés ?
- 8 - Cet atelier a-t-il répondu à vos attentes ? Justifiez votre réponse.
- 9 - Pourriez-vous suggérer des thèmes de futurs ateliers ?
- 10 - Quel bilan faites-vous de la coopération avec le PROCAPE ?
- 11 - Avez-vous des attentes particulières, des perspectives d'avenir par rapport à la coopération avec le programme ?.

Questionnaire au club de prévention de Meaux

- 1 - Qu'est ce qui a motivé la création de votre club de prévention ?
- 2 - Décrivez vos activités au sein de ce club.
- 3 - En quoi ces activités répondent-elles aux besoins de la population du quartier?
- 4 - Comment mesurez-vous l'impact de ces activités
 - au niveau des enfants ?
 - à un niveau plus général ?
- 5 - Avez-vous des relations avec d'autres structures de soutien aux enfants ou personnes en situation difficile autres que le PROCAPE:
 - à Meaux,
 - ailleurs (à préciser)
- 6 - Que savez-vous du programme PROCAPE ? (objectifs, activités, etc...)
- 7 - A quel atelier avez-vous participé ?
- 8 - Que pensez-vous du ou des thèmes discutés ?
- 9 - Cet atelier a-t-il répondu à vos attentes ? Justifiez votre réponse.
- 10 - Pourriez-vous suggérer des thèmes de futurs ateliers ?
- 11 - Quel bilan faites-vous de la coopération avec le PROCAPE ?
- 12 - Avez-vous des attentes particulières, des perspectives d'avenir par rapport à la coopération avec le programme ?.

Questionnaire à l'expert-relais de Enda Jeunesse Action Dakar

- 1 - Quelle est votre mission au sein du PROCAPE ?
- 2 - Quelle est votre opinion sur les actions que vous menez au sein du programme?
- 3 - Ces actions sont-elles pertinentes? Justifiez votre réponse ?
- 4 - Que pensez-vous des différents ateliers auxquels vous avez pris part ?
- 5 - Ces ateliers ont-ils répondu à vos attentes ?
- 6 - Après avoir écouté l'expérience des uns et des autres, trouvez-vous une différence ou une similitude dans vos approches et vos actions ?
- 7 - Votre participation aux ateliers a-t-elle induit un changement dans le fonctionnement actuel de vos activités ?
- 8 - Quelles suggestions (thèmes) pouvez-vous émettre pour la tenue de futurs ateliers ?
- 9 - Comment mesurez-vous l'impact de vos activités
 - au niveau des enfants ?
 - à un niveau plus général ?
- 10 - Quelles sont vos relations avec les partenaires du PROCAPE en Afrique ?
- 11 - Quelle est la dimension globale de vos relations de partenariat avec le Nord ?
- 12 - Quel bilan faites-vous de la coopération avec le PROCAPE ?
- 13 - Quelles sont vos perspectives globales en matière de protection des enfants ?
- 14 - Avez-vous des attentes particulières par rapport à la coopération avec le programme ?.

Questionnaire à Enda Mali Bamako

- 1 - Quelles sont les actions que vous avez menées dans le cadre du PROCAPE ?
- 2 - Quels sont les résultats auxquels vous êtes parvenus ?
- 3 - Qu'est-ce que vous aviez retenu de l'atelier (Mureaux) auquel vous avez participé ?
- 4 - Cet atelier a-t-il répondu à vos attentes ? Expliquez ?
- 5 - Cet atelier a-t-il modifié votre vision de l'image que vous vous faisiez des enfants en situation difficile :
 - au Nord ?
 - au Sud ?
- 6 - Quelles suggestions (thèmes) pouvez-vous faire pour la tenue de futurs ateliers ?
- 7 - Quelles sont vos relations avec les partenaires du PROCAPE en Afrique ?
- 8 - Quelle est la dimension globale de vos relations de partenariat avec le Nord ?
- 9 - Quelles sont vos perspectives en matière de protection des enfants ?
- 10 - Quel bilan faites-vous de la coopération avec le PROCAPE ?
- 11 - Avez-vous des attentes particulières (des perspectives d'avenir) par rapport à la coopération avec le programme ?;

Annexe 4 - Liste des personnes interviewées**Pour les intervenants Sud**

Alassane Souleymane FAYE, Enda Jeunesse Action Dakar

Moulaye Hassan TALL, ex-Enda Mali, actuel coordinateur IPEC pour le Mali

Abdou Diouf, animateur, Jeuda - Guedawaye, Dakar

Fernand Nadiaka, animateur, Jeuda - Guedawaye, Dakar

Pour les partenaires Nord

Vincent SIBOUT, Secours Catholique,

Christian MAYSONNAVE, ADSEA 77 - Equipe de prévention

Martine MORTAIZE, ADSEA 77 - Equipe de prévention

Line COLSON, Boutique d'écriture Montpellier

Pour la cellule de coordination du programme

Françoise TOUTAIN, Enda Délégation en Europe - Procape

Vanessa ROUSSELLE, Enda Délégation en Europe - Procape

Laurent LEMAITRE, Enda Délégation en Europe